

ACTION URGENTE

UN ENSEIGNANT ORGANISATEUR D'UNE MANIFESTATION ARRÊTÉ PAR LA POLICE

Le 16 mai 2020, des membres armés de l'Asayish et de la police locale sont entrés chez l'enseignant et militant Badal Abdulbaqi Aba Bakr à Duhok, dans la région du Kurdistan irakien, et l'ont arrêté sans mandat. Il est accusé d'« utilisation abusive de dispositifs électroniques » en raison de sa participation à l'organisation de manifestations pacifiques au moyen de plateformes de réseaux sociaux, et maintenu en détention. Sa famille ne peut pas lui rendre visite en raison des mesures liées à la pandémie de COVID-19, et elle n'a pas pu le contacter directement. Il a seulement pu voir son avocat.

PASSEZ À L'ACTION : ENVOYEZ UN APPEL EN UTILISANT VOS PROPRES MOTS OU EN VOUS INSPIRANT DU MODÈLE DE LETTRE CI-DESSOUS

Dr. Dindar Zebari

Head of the Committee to Evaluate and Respond to International Reports

Erbil, République d'Irak

Courriel : dindar.zebari@gov.krd

Monsieur,

Le 16 mai 2020, vers 1 h 15 dans la nuit, des membres armés de la police locale de Duhok et des agents de l'Asayish sont venus chercher à son domicile, à Duhok, dans la région du Kurdistan irakien (RKI), **Badal Abdulbaqi Aba Bakr Barwari**, enseignant âgé de 55 ans, sans présenter de mandat d'arrêt et sans l'informer des motifs de son arrestation ni du lieu où il était conduit. Sa famille, qui a été témoin de son arrestation à son domicile, a dit que d'« innombrables » agents des forces de sécurité étaient arrivés dans deux véhicules – l'un de la police locale, l'autre étant une voiture banalisée.

Le 18 mai 2020, la famille de Badal Barwari a tenté de lui rendre visite dans le centre de détention de Zirka, à Duhok, mais elle a été refoulée en raison des mesures mises en place pour lutter contre la propagation du COVID-19. Ses proches ne l'avaient ni vu ni entendu depuis la nuit où il avait été emmené par les forces de sécurité.

Le 18 mai 2020, un tribunal à Duhok a ordonné sa libération sous caution dans l'attente d'une date pour une audience devant un tribunal, après qu'il a été formellement inculpé pour avoir manifesté sans autorisation, au titre de la Loi n° 17 de 2010 de la RKI relative aux manifestations. Il n'a cependant pas été remis en liberté, et selon son avocat et sa famille, il a par la suite été inculpé, dans le cadre d'une autre affaire, d'incitation à l'émeute, au titre de l'article 2 de la Loi n° 6 de 2008 de la RKI pour « utilisation abusive de dispositifs électroniques », et maintenu en détention. En réalité, Badal Barwari avait simplement appelé à un rassemblement pacifique d'enseignants pour réclamer le paiement en temps voulu de leurs salaires et le versement des arriérés de salaire, selon une vidéo visionnée par Amnesty International.

Nous vous demandons de garantir la libération immédiate et sans condition de Badal Abdulbaqi Aba Bakr Barwari et d'abandonner toutes les charges liées à l'exercice de ses droits à la liberté de réunion pacifique et d'expression.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de ma haute considération,

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



COMPLEMENT D'INFORMATION

Badal Abdulbaqi Aba Bakr Barwari travaille comme enseignant à Duhok depuis plus de 27 ans et il milite pour la défense des droits des enseignants, ces derniers temps au sujet des retards de versement des salaires des enseignants dans la RKI.

Le 16 mai 2020, des enseignants et des fonctionnaires ont essayé de se réunir dans le parc Azadi à Duhok pour protester contre les retards de versement des salaires par les autorités de la RKI. Des manifestants ont dit à Amnesty International que les forces de sécurité ainsi que des hommes armés en civil ont empêché les manifestants d'atteindre le parc et ont immédiatement commencé à les pousser et à traîner certains d'entre eux pour les éloigner du rassemblement. Au moins 167 manifestants, parmi lesquels figurent des enseignants, des fonctionnaires et des professionnels des médias, ont été arrêtés. La plupart d'entre eux ont été libérés le jour même, mais Badal Barwari et au moins 12 autres personnes ont été maintenues en détention. Parmi ces 12 personnes, cinq sont toujours détenues, car les autorités locales les ont inculpées au titre de l'article 2 de la Loi n° 6 de 2008 de la RKI pour « utilisation abusive de dispositifs électroniques » en raison de leur participation à l'organisation de la manifestation.

Le 12 mai, ces organisateurs de la manifestation, qui incluent Badal Abdulbaqi Aba Bakr Barwari, avaient demandé aux autorités locales de Duhok l'autorisation d'organiser une manifestation, conformément aux dispositions de la Loi n° 17 de 2010 de la RKI. Ils n'avaient cependant pas reçu de réponse. Or, la loi prévoit que l'autorisation est automatiquement accordée en cas de demande déposée 48 heures à l'avance, même si les autorités ne répondent pas.

Amnesty International a par le passé rassemblé des informations sur des cas de dispersion violente et d'arrestations massives et préventives de manifestants dans la RKI et en particulier dans le gouvernorat de [Duhok](#). En janvier 2019, des membres de l'Asayish ont procédé à de nombreuses arrestations dans le gouvernorat de Duhok, qui ont touché plusieurs dizaines de manifestants, de militants, de journalistes et de simples passants probablement. Des membres de l'Asayish ont également arrêté un journaliste et deux cybermilitants dans le secteur de Baadre (gouvernorat de Duhok), qui, selon leurs proches, étaient en route pour Duhok, où ils voulaient participer à un rassemblement pacifique.

LANGUE(S) À PRIVILÉGIER POUR LA RÉDACTION DE VOS APPELS : kurde, arabe et anglais
Vous pouvez également écrire dans votre propre langue.

MERCI D'AGIR DANS LES PLUS BREFS DÉLAIS ET AVANT LE : 7 juillet 2020.
Au-delà de cette date, vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir.

PRÉNOM, NOM ET PRONOM À UTILISER : Badal Barwari (il)